

Faire émerger le savoir d'expérience de parents pauvres : forces et limites d'une recherche participative

Jean-François René, Ph.D.

Université du Québec à Montréal

Isabelle Laurin, Ph.D.

Direction de santé publique de Montréal

Nicole Dallaire, Ph.D.

Université de Sherbrooke

Résumé

Cet article présente l'expérience et le point de vue de parents vivant en contexte de pauvreté. À la lumière d'une recherche participative réalisée avec deux groupes de parents vivant avec des enfants en bas âge, nous présenterons le savoir expérientiel commun qui a pris forme au fil des rencontres et des thèmes abordés. Il sera question des souffrances rencontrées, mais aussi des colères face à leurs conditions d'existence. Ils nous parleront de leur rôle de parents, et leur point de vue fort critique sur des programmes sociaux qui sont censés les aider. Nous nous pencherons sur les retombées de ces démarches, ainsi que sur ses limites en termes d'action, de croisements des savoirs et de transformation des rapports sociaux, en soulignant ultimement les enjeux politiques qui s'en dégagent.

Mots clés

PAUVRETÉ, PARENTALITÉ, SAVOIR, *EMPOWERMENT*

Introduction

La recherche participative présentée dans cet article a été proposée dans l'objectif de soutenir l'intervention dans le cadre des services intégrés en

RECHERCHES QUALITATIVES – Vol. 28(3), 2009, pp. 40-63.

CONTRIBUTION DE LA RECHERCHE QUALITATIVE À L'ÉMANCIPATION DES POPULATIONS NÉGLIGÉES

ISSN 1715-8702 - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

© 2010 Association pour la recherche qualitative

périnatalité et petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE)¹. L'un des volets de ce programme de santé publique vise, entre autres, la création d'environnements favorables à la santé et au bien-être. On y privilégie le renforcement de l'*empowerment* collectif, un processus qui nécessite la reconnaissance du potentiel des familles à agir sur leur environnement et demande que cela se fasse avec la communauté, c'est-à-dire les partenaires du milieu. Ainsi, le programme SIPPE devrait permettre, par l'approche de groupe notamment, la participation des parents à déterminer leurs problèmes et leurs besoins, à élaborer des solutions et à les mettre en œuvre. C'est dans cette perspective que nous avons proposé à des parents vivant en contexte de pauvreté, de participer à une démarche qui les a amenés à partager leur expérience sociale de parents et à expérimenter un processus de groupe favorisant le développement de l'*empowerment* collectif.

Notre démarche de recherche s'est intéressée à l'expérience de vie de ces parents, et aux savoirs qu'ils ont acquis au fil des ans dans un contexte de vie difficile (Laurin, René, Dallaire, Ouellet, Devault & Turcotte, 2008)². Nous nous ne cherchions pas à prédire ce qu'ils allaient devenir, mais à comprendre ce qu'ils vivaient (Chevalérias, 2007). L'approche épidémiologique en santé publique, et ses études sur les déterminants sociaux de la santé et les facteurs de risque, fournit déjà maintes données de recherche qui soulèvent l'importance de nombreux facteurs sociaux dont la pauvreté, les problèmes d'insertion, dans le développement de problématiques sociales.

Cette recherche visait, d'une part, à documenter l'expérience sociale des parents, dans un contexte où ils étaient interpellés, non comme des parents à risque, bénéficiaires de programmes d'intervention, mais comme citoyens à part entière, invités à s'exprimer avec plus de liberté dans un espace de parole, où graduellement, ils pouvaient aborder des sujets « tabous » (colère, malaise, attentes face aux intervenants, critique des programmes et des services, constat des différences de classe et de culture entre le monde de l'intervention et des riches et celui des parents en situation de pauvreté, rancœur et humiliation face aux injustices et aux discriminations). Ces contenus, au cœur de l'expérience de vie des parents, sont rarement le centre d'attention dans le cadre des programmes d'interventions qui leur sont destinés. En lien avec ce premier objectif nous avons recueilli des données très riches illustrant les rapports perçus entre les groupes de parents et leurs environnements sociaux et politiques de même que sur leurs trajectoires de vie et leurs aspirations pour le futur.

D'autre part, cette recherche avait des objectifs liés à l'intervention de groupe orientée vers l'*empowerment* collectif. Nous aspirions à ce que cette

recherche soit aussi un terreau d'action sociale et qu'elle aboutisse à des projets menés solidairement par des participants de nos groupes avec d'autres acteurs de la communauté. À cette fin, nous voulions documenter le processus de groupe, ses forces et limites afin d'obtenir des données de recherche sur un processus d'intervention reconnu au plan théorique, mais peu documenté sur le plan pratique. En lien avec ce second objectif, les résultats sont moins probants. Nous expliquerons plus loin pourquoi.

Dans cet article nous allons présenter cette parole qui, avec le soutien d'une démarche de groupe, devient un savoir expérientiel réfléchi qui mérite d'être entendu socialement. Compte tenu de l'espace dont nous disposons, nous allons nous centrer sur les thèmes majeurs qui furent abordés par les deux groupes. L'article comprend quatre parties : 1. le cadre de la recherche; 2. la méthodologie d'intervention et de recherche; 3. la présentation des thèmes récurrents qui ont émergé de la démarche; 4. une discussion finale sur la question des savoirs, et du rapport au pouvoir.

Le cadre de la recherche

Notre étude repose sur une approche compréhensive des faits sociaux, dont les fondements « consistent à envisager la personne humaine en tant qu'acteur et à centrer l'analyse sur la dialectique individuel/collectif » (Charmillot & Dayer, 2006, p. 132). Notre perspective de recherche s'inspire au départ de la sociologie du sujet et de l'acteur, qui balise également notre démarche théorique (de Gaulejac, 2007). L'objectif principal était donc d'amener des parents en situation de pauvreté à se percevoir comme des acteurs sociaux, en leur permettant de partager leurs expériences dans un contexte favorable à l'agir collectif.

Au point de départ, nous avons donc un parti-pris pour ces parents dont le point de vue est généralement absent des débats sociaux. Nous postulions qu'ils étaient les mieux placés pour nous parler de ce qu'ils vivent, et ce dont ils ont besoin pour améliorer leur vie et celle de leur famille. Nous pensions, et c'est encore plus vrai aujourd'hui, que, comme le dit McAll (2008), les interventions en contexte de pauvreté « auraient plus de chance de réussir si elles étaient fondées sur la reconnaissance des compétences et du potentiel des personnes » (p.115). Dans l'actuelle conjoncture, il demeure peu courant de pouvoir accéder au savoir d'expérience de ceux et celles qui vivent la pauvreté et l'exclusion.

Nous voulions ouvrir la porte à la reconnaissance d'autres savoirs que les savoirs dominants, entre autres à des savoirs expérientiels, dans la quête de résolution à divers problèmes sociaux (Baron, 2007). C'est la principale raison selon nous pour laquelle il faut travailler à faire émerger la parole des parents

pauvres. En ce sens, les travaux du Groupe de recherche-Quart Monde-Université d'ADT-Quart Monde, visant le « croisement des savoirs » entre des experts et des citoyens vivant la pauvreté, ont alimenté notre démarche (1999). Aussi, la recherche participative menée par Colin, Ouellet, Boyer et Martin (1992) avec trois groupes de femmes enceintes vivant en situation de pauvreté nous inspire puisque les résultats de cette recherche ont influencé le développement du programme SIPPE, à l'origine « Naître Égaux-Grandir en santé » (Colin et al., 1992).

Ces dernières années, peu de recherches participatives ont été réalisées au Québec avec des parents défavorisés. Quelques exemples récents émergent cependant. Par exemple, dans le domaine de l'alphabétisation, des parents deviennent des partenaires d'une démarche contrant l'analphabétisme, afin de ne plus perpétuer des approches fondées « sur des compétences et des savoirs préétablis qui ne reflètent pas l'expérience et les obstacles rencontrés par les personnes visées » (Legros & Drolet, 2001, p. 13). Au niveau des organismes communautaires famille, on a fait l'inventaire de récits d'actions collectives réalisées par et avec « des familles qui agissent ensemble pour ensoleiller l'avenir de leurs enfants » (Poirier, 2005). Ces rares travaux nous donnent un aperçu des valeurs et des aspirations de ces familles quant à l'éducation et à l'avenir de leurs enfants. Ils soulignent l'importance de partir des parents, de miser sur leurs forces et leurs atouts.

Sur le plan théorique, la recherche participative renvoie à différents courants et à diverses terminologies : recherche-action, recherche collaborative, recherche avec les communautés, etc. En somme, il n'y a rien de monolithique dans ce type de recherche : « les finalités (...) peuvent passer d'une orientation critique qui promet un changement radical à une orientation plus technique qui cherche un changement mieux adapté » (Anadón & Couture, 2007, p. 4).

Pour notre part, nous considérons notre recherche participative plus proche de ce que Champagne appelle la recherche-action émancipatrice (2007); ou de la recherche-action participative, très présente aux États-Unis (PAR) et en Amérique latine, « qui vise la mise au jour des inégalités sociales et systémiques, et, ultimement, l'émancipation et l'*empowerment* des populations ciblées par le partage de savoir engendré par la recherche » (Anadón & Savoie-Zajc, 2007, p. 22). En tant que chercheurs, nous sommes préoccupés par la question de la démocratie, du changement social, et nous pensons que « les approches qualitatives, en prenant en compte la connaissance et la reconnaissance du sujet, peuvent l'amener à participer de plein droit à la définition de ce qui le lie collectivement aux autres » (Anadón, 2006, p. 13).

Ce type de recherche participative vise à faire émerger des connaissances et à identifier des modes d'action que peut s'approprier la communauté au sein de laquelle se déroule la recherche (Reason, 1994). Dans cette perspective, différentes études ont été réalisées ces dernières années, entre autres au Royaume-Uni et au Canada (Bennett & Roberts, 2004; Baker Collins, 2005; Titterton & Smart, 2006). Tout en présentant des données inaccessibles autrement, elles veulent d'abord permettre aux personnes et aux communautés défavorisées de parler de leur propre réalité à l'égard des politiques et des pratiques qui leur sont destinées (Bennett & Roberts, 2004, p. 57). Comme nous l'avons souligné précédemment, c'était notre principal objectif. Les personnes opprimées peuvent ainsi mieux s'approprier et mettre de l'avant leur propre savoir, au même titre que les autres savoirs, en tant qu'experts de leur situation de vie (Gaventa & Cornwall, 2007).

Une approche de groupe peut dans ce contexte s'avérer propice, puisqu'un tel cadre lie « travail sur soi autant que travail avec les autres » (Donzelot & Mével, 2002, p. 86). C'est tout particulièrement envisageable dans les démarches de groupes orientés vers l'*empowerment*, dont nous nous inspirons, qui favorisent la mise en place d'une dynamique d'échange partagée entre les participants et l'animation. En partant des problèmes qui semblent essentiels aux participants, elle vise à développer une conscience critique à l'égard des rapports d'oppression qu'ils sont susceptibles de vivre, comme des préjugés, des difficultés d'accès aux ressources et aux espaces de parole, la difficulté d'exercer leur citoyenneté, etc. (Breton, 2002).

Cette prise de conscience collective constitue un aspect central de la démarche dans un groupe d'*empowerment*. Elle favorise la « déstigmatisation de la victime pour qu'elle ne soit plus traitée comme un être à part puisque ça peut arriver à tout le monde » (Ion, 2006, p. 86). Le travail de groupe expose aussi les participants à une diversité de points de vue et de stratégies, engendrant une posture réflexive, dans la mesure où « nous attendons des autres qu'ils communiquent des perspectives alternatives éventuellement susceptibles d'expliquer nos dilemmes » (Mezirow, 2001, p. 201). C'est autour d'une telle démarche de groupe que nous avons bâti notre recherche participative.

En échangeant avec d'autres, dans un cadre où l'on partage le pouvoir avec l'animateur, les personnes participantes peuvent prendre conscience qu'elles ont une voix et qu'elles peuvent s'approprier les visées des politiques et des programmes en place, afin d'être en mesure d'explorer des solutions qu'elles jugent adéquates pour leur propre futur (Baker Collins, 2005). C'est ici

que la participation peut se transformer en appropriation d'un certain pouvoir sur leur situation de vie (Gaventa & Cornwall, 2007).

Dans une telle démarche, il est primordial de reconnaître l'expérience (Khanlou & Peter, 2005, p. 2338). Une telle reconnaissance peut amener un élargissement de la capacité d'action des personnes concernées (Hall, 1981), ouvrant ainsi alors la porte à une implication qui s'étend à la communauté, et qui rendra les personnes plus en mesure d'influencer les services offerts à l'égard de leurs propres besoins (Titterton & Smart, 2006). C'est ce qui confère à notre démarche sa dimension plus émancipatoire.

Non pas donner la parole pour donner la parole, mais offrir les conditions pour que cette parole engendre des actions pour modifier les conditions de vie et les pratiques sociales.

Méthode

La méthodologie générale de notre étude fut entièrement qualitative, et centrée sur l'émergence d'une parole et de savoirs expérientiels. Il nous fallait prendre en compte ces différentes subjectivités qui ont émergé du processus de groupe, afin de saisir ce « vécu » qui rend compte des conduites, comportements, relations et rapports sociaux, tout en évitant comme le souligne De Gaulejac, de réduire « le monde social aux représentations que s'en font les acteurs » (2007, pp. 55-56).

La démarche de groupe

C'est nous qui avons convié des parents de deux quartiers pauvres de Montréal à participer à une démarche de recherche. Notre étude n'est donc pas issue d'une demande précise d'un groupe d'acteurs. Nous avons réalisé des démarches de groupe avec des parents de deux territoires montréalais : St-Michel et Hochelaga-Maisonneuve. Le groupe de Hochelaga comptait trois hommes et six femmes et celui de Saint-Michel uniquement des femmes, au nombre de sept. Les démarches ont eu lieu durant l'année 2005.

Nous avions des ancrages dans ces deux territoires, ce qui nous a permis de rejoindre des parents concernés par le programme SIPPE. Sur les deux territoires, nous avons pu former un comité conjoint, qui s'occupa d'abord de la logistique de la démarche : trouver un local, organiser le service de garde, recruter des parents, etc. En ce qui a trait au processus même de recherche, selon les quartiers, nous avons consulté les comités pour diverses raisons : dans le but d'être alimentés par leur lecture et leurs questionnements à différents moments de la démarche; à la fin, afin de déterminer avec eux le moment et le lieu idéal pour présenter les résultats de l'étude à la communauté.

Nous avons demandé à chacun des comités d'identifier une intervenante qui serait en mesure d'animer la démarche de groupe avec un membre de l'équipe de recherche. À nos yeux, cette personne apporterait à la démarche un savoir lié à sa pratique professionnelle, tout en étant en mesure de traduire la parole des parents aux autres intervenants afin de mieux prendre en compte leurs besoins dans leur plan d'action.

Nous avons fait circuler par le biais des comités locaux, un pamphlet publicitaire dans les quartiers concernés. Il expliquait les grandes balises de la recherche. Les noms des personnes intéressées étaient communiqués aux animateurs, qui réalisaient une entrevue de présélection à domicile afin d'effectuer un premier contact, de présenter le projet et la collaboration attendue, et de répondre aux questions des futurs participants. Ils ont alors été informés qu'il s'agissait d'un projet de recherche participative relié aux SIPPE. Pour être admissibles, en cohérence avec le cadre de notre recherche participative, les seuls critères de participation étaient de répondre aux critères d'admissibilité aux SIPPE, soit être prestataires de la sécurité du revenu et n'avoir pas terminé le secondaire 5.

Afin de réaliser nos objectifs de recherche, nous leur proposons de venir partager leurs préoccupations familiales et sociales, à donner leur point de vue sur le quartier (les services, l'environnement, les loisirs, le logement, la sécurité et autres), à réfléchir ensemble à leur implication ou leur contribution pour changer les choses dans le quartier et à découvrir leur capacité d'agir comme parent, homme, femme et citoyen. Ils étaient invités à assumer une participation active dans la programmation thématique des rencontres, tout en étant avisés que les chercheurs souhaitaient les entendre s'exprimer sur certains thèmes précis, par exemple les SIPPE ou certains outils de prévention qui leur sont destinés. Ils étaient également informés des cadres de la démarche : dix rencontres de 90 minutes chacune, animées par un chercheur et une intervenante du milieu. Les participants étaient rémunérés pour leur précieux investissement.

Les rencontres ont été animées à l'aide d'outils empruntés à la pratique d'éducation populaire (Ampleman, Doré, Larose, Leboeuf & Ventelou, 1983) ou à d'autres recherches participatives (Colin, Ouellet et al., 1992). Les outils servent de déclencheurs pour éveiller l'intérêt et faciliter l'amorce de discussion sur les thèmes proposés par les participants ou les chercheurs. Ils ont pris diverses formes, telles que : photolangage, sketches, bulletin de nouvelles, vidéos, objet-langage, exposition de photos par les participants, etc). Il est important de souligner que le choix de certains outils déclencheurs, par exemple la présentation des SIPPE ou la présentation d'une vidéo sur l'éveil à

l'écriture et la lecture, ne visait pas à évaluer l'outil, mais plutôt à recueillir la perception des parents sur les services qui leur sont destinés. Compte tenu de la nature de notre recherche, nous n'avons jamais envisagé de prendre des mesures standardisées.

Nous avons adopté quelques principes de base afin d'orienter l'animation : expliquer clairement les objectifs de chaque rencontre et obtenir l'adhésion du groupe; être attentifs aux besoins des participants d'exprimer les sentiments et les expériences, souvent douloureuses, que le vécu du groupe ravive; favoriser une dynamique de soutien mutuel; rendre clair aux yeux des parents que le programme des rencontres, en particulier le choix des thèmes, est coconstruit par eux et les chercheurs, et qu'il y a donc de la place pour aborder d'autres sujets, en approfondir certains, changer l'ordre des thèmes, etc.

Les rencontres étaient divisées en deux parties distinctes. Dans la première partie, on revenait sur les thèmes des semaines précédentes qui apparaissaient importants à approfondir, tandis que les nouveaux thèmes faisaient l'objet de la seconde partie. Toutefois, la démarche était très souple et il était prévu de renoncer aux activités planifiées si le climat et les besoins exprimés par le groupe le justifiaient. Ces conditions d'animation ont fait que durant le déroulement de la démarche de groupe, les thèmes abordés ont varié d'un groupe à l'autre, de même que les outils déclencheurs pour animer un même thème. Ces variations reflétaient la flexibilité de l'animation, attentive aux besoins et aux préoccupations des participants.

La méthodologie de recherche

Le traitement et l'analyse des données recueillies représentaient tout un défi logistique. Compte tenu du contexte et de la nature de la démarche, soit dix rencontres en continu, nous n'avons pas cherché à établir un cadre d'analyse prédéfini. Nous devons être en mesure de traiter toutes les semaines le matériau émergent. À cette fin, les rencontres ont été enregistrées et filmées. Une synthèse narrative hebdomadaire était réalisée, accompagnée des commentaires échangés « à chaud » par les deux coanimateurs à la fin des rencontres. Les deux animateurs et l'un des chercheurs de l'équipe se réunissaient chaque semaine pour planifier la rencontre subséquente à partir des synthèses hebdomadaires. Ce matériau permettait d'assurer une cohérence dans l'enchaînement des rencontres, de traduire au groupe ce que nous avons saisi du processus en cours, ou encore d'effectuer un retour sur les échanges d'une rencontre précédente.

Par la suite, nous avons procédé à une analyse qualitative qui, en fonction du déroulement des travaux, a donné lieu à des productions distinctes. Pour le groupe de Saint-Michel, nous avons réalisé une analyse thématique de

l'ensemble des rencontres. Dans le cas de Hochelaga, nous avons d'abord procédé à une analyse du processus de groupe (Laurin, René, Dallaire & Ouellet, 2007). Puis, nous avons réalisé une analyse thématique propre à ce groupe. Nous avons finalement comparé les contenus des deux groupes afin d'en arriver à une analyse plus globale et transversale, et une première écriture générale (Laurin et al., 2008). Soulignons en terminant que nous savions au départ, sur la base de nos choix épistémologiques et méthodologiques, que nous ne pourrions élargir nos résultats à toutes les familles vivant les mêmes situations.

Résultats

En lien avec le premier objectif, centré sur l'émergence du savoir expérientiel des parents, nous ne pouvons rendre compte de l'entièreté du matériau analysé. Nous présentons ici les résultats des thèmes les plus porteurs qui rejoignent l'expérience des deux groupes. La première section présente certains moments de vie actuels et antérieurs à la démarche. Dans une deuxième section, nous analysons ce que les deux groupes ont exprimé sur le programme des SIPPE. Enfin, la troisième et dernière section concerne le rapport à l'aide sociale des participants.

Le groupe comme lieu d'expression d'une parole souffrante

Les premières rencontres furent l'occasion de permettre aux participants et aux animatrices-chercheuses, de mieux se connaître, de s'approprier, de développer un sentiment de confiance dans le groupe. C'est entre autres dans ces premières rencontres que nous avons eu accès à plusieurs reprises à la souffrance des participants, que ce soit en tant que parents, ou en tant qu'adultes qui portent un lourd bagage. Dans St-Michel, l'expression de cette souffrance a entre autres porté sur leur enfance, et leur propre rapport à leurs parents. Nous avons pu noter que le manque d'encouragement de la part des parents est assez commun au passé des participantes :

Dans la communauté d'où je viens, il manque certains savoirs pour comment encourager les enfants. [...] De l'encouragement je n'en ai jamais eu et j'aurais aimé ça en avoir de mes parents. [...] J'ai dû me battre pour me rendre jusqu'en secondaire 4. Mon père c'était quelqu'un qui n'était jamais satisfait. [...] J'ai passé ma vie à essayer de prouver à mon père que j'étais bonne. Et lui rappeler que j'existe. Je suis partie de chez mon père à 11 ans et j'ai fait mon éducation toute seule. Pour le reste, je ne veux pas en parler. C'est trop difficile.

Pour certaines des participantes, aux mauvais traitements psychologiques qu'elles subissent de la part de leurs parents, s'ajoute souvent la violence physique :

[de retour dans son pays d'origine] ça a été l'enfer avec ma mère, elle me battait avec un gros bâton. J'ai accouché de mon premier bébé pis je n'avais pas le droit de sortir dehors. [Ma sœur est encore là-bas] et elle capote... ma mère lui a cassé une bouteille sur la tête!

En ce qui a trait au groupe d'Hochelaga, les expériences de vie sont aussi traversées par une enfance difficile. Les problèmes de toxicomanie ont marqué le passé de quelques participantes. Mais c'est la thématique de l'abus sexuel qui a fait surface au début du processus de groupe. Ainsi, durant la deuxième rencontre, une mère demande aux animatrices si elle peut parler au groupe de l'abus sexuel dont sa fille aurait été victime dans les jours précédents la rencontre. Une telle parole a alors trouvé un écho auprès d'un autre parent qui a vécu des événements semblables. Il a été en mesure de nommer l'impuissance que l'on ressent lorsque l'on demande de l'aide et que l'on n'en reçoit pas : « *quand une affaire comme ça arrive, on se sent bien démuni. C'est le free-for-all dans le cerveau d'un parent quand une histoire d'abus arrive* ». Cela amena le groupe à discuter et à critiquer le manque de ressources offertes aux parents confrontés à ce genre de situation. Pour sa part, la participante qui avait témoigné a avoué que l'échange l'avait aidée : « *ça fait du bien de rencontrer quelqu'un qui vit le même calvaire [...], je ne suis pas tout seule avec le problème* ».

Notons qu'une telle prise de parole souffrante a engendré une grande écoute de la part du groupe. S'en est suivi une prise de conscience de plusieurs face à leurs propres blessures communes, ouvrant la porte à un partage d'autres expériences dans cette rencontre et dans les rencontres futures. D'abord centrée sur l'expérience de la souffrance, la démarche de groupe débouche peu à peu un espace permettant d'exprimer sa colère face aux institutions et services destinés à la famille. Voyons de plus près.

Le groupe comme un espace pour exprimer sa colère et sa différence

Dans les deux groupes, il a beaucoup été question du programme des SIPPE. C'était cohérent et prévu dans la démarche de leur présenter les paramètres du programme, et de recueillir leurs points de vue. Qu'ils aient ou non été pris en charge par le programme, les parents ont exprimé un très grand malaise face à ce dispositif qui leur est destiné. Dans le groupe de St-Michel, les participantes expriment leur aversion à se faire contrôler ou exagérément encadrer. Elles se sentent jugées et culpabilisées par les représentantes des services sociaux. La longueur du programme (étalé sur 5 ans), la fréquence des visites (chaque

semaine) et le fait que les interventions s'effectuent à domicile les menacent en ce qui a trait à leur rôle de mère. Le programme les inquiète parce qu'il leur fait penser à d'autres interventions subies ou observées, telle la Protection de la jeunesse :

Quand j'ai accouché, il y a une infirmière qui est venue chez moi sans me téléphoner avant [...] c'est comme s'ils voyaient que j'en avais de besoin. Pis là j'avais mon fils dans mes mains. [...] Là je l'ai amené dans la chambre et elle a dit « ouain, il est bien cet enfant-là » on aurait dit qu'elle était là avec une caméra et elle observait pour voir où l'enfant dormait [...] J'ai répondu « ben à quoi vous vous attendez là? » [...] On est défavorisées c'est vrai, mais ça ne veut pas dire qu'on ne s'occupe pas de nos enfants.

Un des malaises majeurs réside dans le fait que les visites à domicile ne répondent pas toujours à un besoin ou à une demande précise du parent, ce qui accentue le sentiment d'intrusion et de contrôle dans l'éducation prodiguée aux enfants. Dans l'extrait qui suit, une participante expose de manière éloquentes cette impression que les intervenants tentent parfois de remplacer l'éducation que la mère souhaite donner à ses enfants, ce qui risque vraisemblablement d'engendrer un sentiment d'incompétence :

C'est comme si ça remplaçait notre éducation, en tout cas, le message, rapidement dit comme ça c'est que tu es incompétent et on va remplacer ton éducation. Moi je trouve que si on a des problèmes pour éduquer nos enfants, pis moi en tout cas j'en ai des problèmes pour l'éducation de mes enfants, ce n'est pas à quelqu'un de le faire à ma place, c'est à quelqu'un de me dire comment faire. C'est à quelqu'un de me dire que je devrais changer ça parce que mes enfants tombent malades parce qu'ils ont une mauvaise alimentation par exemple. (...) C'est sûr que si on te dit que tu as des problèmes pour éduquer ton enfant, que ton enfant il ne sera pas bon à l'école si on te le laisse, en tout cas, moi, ça m'insulterait.

Ce n'est donc pas tant la pertinence d'un tel programme que cette participante pointe du doigt que l'approche qui y est préconisée. Dans ses mots, elle rejoint des éléments que nous avons déjà abordés dans la première section concernant l'importance de « partir des parents », de respecter leur expérience. Dans son esprit, un programme se doit d'être sensible à la manière de solliciter les parents, en favorisant une approche non culpabilisante. Elle souligne elle aussi l'importance que les intervenants ne fassent pas non plus les choses à sa place, mais plutôt qu'ils la guident. Lorsque collectivement les participantes précisent leur pensée sur les intervenantes ou les interventions idéales, elles

affirment qu'elles se sentent bien dans une relation égalitaire où l'on fait confiance en leur capacité d'apprendre. Une relation qui respecte leur vie privée, et dans laquelle elles ne se sentent pas jugées et évaluées. Tout le contraire de celle décrite dans cet extrait :

Je lui ai fait confiance, je lui ai tout expliqué ma vie, je lui ai expliqué mon adolescence, elle disait que c'était secret [mais] tout ce que je disais elle prenait en note. Et après j'ai reçu un appel d'un médecin du CLSC qui m'a dit de venir. Puis la TS a dit que puisque j'ai une fille qui va mal, il faut que j'aie une éducatrice. [...] Elle est partie dire tout ce que je lui avais raconté au médecin. J'ai été obligée ensuite de voir des gens pour m'aider avec les enfants. Je n'ai donc pas confiance dans les TS. Après, elle a tellement eu d'autorité sur moi que j'ai été obligée de recevoir l'éducatrice chez moi.

Il faut préciser ici que certaines femmes de St-Michel ont témoigné de la présence de certaines intervenantes beaucoup plus respectueuses de ce qu'elles sont. Ce qui n'enlève rien au fait qu'il y a ici un malaise éthique ressenti et clairement nommé par le groupe. À travers cet espace de parole leur permettant de construire une critique sur la dimension intrusive, envahissante, et non respectueuse de certaines interventions, on peut voir émerger un savoir d'expérience commun.

Dans Hochelaga, moins de participants bénéficiaient du programme SIPPE. Pourtant, la critique des SIPPE est plus forte encore, et elle se manifeste par une demande de reconnaissance du vouloir-vivre avec ses enfants, même s'ils ne disposent pas de toutes les ressources d'action nécessaires. La prise de parole mobilisera le groupe autour d'un questionnement sur les valeurs imposées par les « riches » qui traversent ce type de programme, et qui ne correspondent pas aux conditions économiques dans lesquelles ils vivent. Le thème de la promotion de l'allaitement suscite une vive réaction. Tout en étant d'accord sur le principe, les parents considèrent que l'on en fait la promotion d'une façon culpabilisante et harcelante, comme le dit cette participante :

C'est rendu que tu te fais dénigrer quand tu ne veux pas allaiter. Moi, ce n'est même pas parce que ça ne marchait pas. Je n'ai jamais voulu. Je n'aimais pas ça, ça ne me tentait pas. Tu sais, c'est mon choix. Là, ils te disent « Ok, c'est ton choix, on ne t'écoeurera pas ». Ce n'est pas vrai. Un coup, tu ne veux pas, là, je me suis fait servir des « Comment tu ne veux pas le meilleur pour ton enfant? ». C'est le meilleur que je peux donner, moi! Moi, je n'étais pas à l'aise avec ça, je ne voulais rien savoir, je fumais. Alors là, en plus, ils me disaient : « Ah, ce n'est pas

grave ». Moi, je trouve ça grave. Je vais leur donner du lait à la nicotine, tsé? Pas brillant, là! Là, ils te testent. Il n'y a rien qu'ils ne te disent pas. Ils te donnent des pamphlets, ils cachent ça dans des sacs d'information. Tu te fais juger, c'est épouvantable. Tu ne peux pas refuser pis les envoyer promener, puis leur dire non, regarde, parce qu'ils vont partir avec ton bébé, ils te sacrent les services sociaux sur le dos parce que tu es un air bête et que tu n'es pas un bon parent parce que tu ne veux pas faire ça.

En ce qui a trait aux compétences et habiletés parentales, ils perçoivent que leurs capacités ne sont guère reconnues, et ils s'indignent d'être perçus comme « *des moins intelligents, des trop niaiseux pour élever nos enfants* ». Ils affirment haut et fort, exemples à l'appui, ce que leurs enfants arrivent à accomplir, qu'ils sont fiers d'eux et qu'ils se sentent compétents dans leur rôle parental. Ils ont peu l'opportunité d'exprimer ce sentiment de compétence qui est le leur, car ils font face à une continuelle présomption d'incompétence. Ils espèrent que grâce à la démarche de recherche, quelqu'un va entendre leur voix. Le témoignage de cette mère est très explicite sur ce plan.

Ce n'est pas parce que je suis sur l'aide sociale et que je suis à faible revenu que mes enfants sont moins intelligents. Essaie de la suivre, ma fille, sur un ordinateur pis sur Internet, tu vas la perdre. Elle a 5 ans. Moi, je faisais des cartes quand elle était jeune avec des mots, pis elle a une mémoire photographique inimaginable. Elle sait lire. Elle a 5 ans. Ce n'est pas parce que je suis sur le B.S. qu'il faut que ma fille soit une conne, là!

À la rencontre suivante, les échanges se poursuivent en abordant plus directement la difficulté qu'ont les pères monoparentaux de faire reconnaître leurs capacités parentales : « *les services sociaux, ils t'achalent, ils ne te lâchent pas, c'est vraiment du harcèlement et quand tu pognes les nerfs, ils te mettent la DPJ sur le dos* ». Ce père témoigne de son passé de toxicomane dont il s'est sorti, et de la lutte qu'il a dû livrer à la DPJ pour obtenir la garde de son enfant, face à la mère, toxicomane. Un témoignage qui bouleversera le groupe et qui ouvrira des portes, ultérieurement, à diverses remises en question face aux préjugés de chacun. À ce moment, le groupe construit toujours sa parole sur la base de son expérience, mais le discours qu'il tient est de plus en plus centré sur une critique articulée des politiques et programmes qui lui sont destinés.

Le groupe comme espace pour combattre le mépris

En bout de piste, c'est la prise de parole par le groupe de femmes de St-Michel sur leurs rapports à l'aide sociale qui a généré la critique la plus virulente d'un

système organisationnel. Leur frustration est manifeste à l'égard de cette institution et des relations difficiles vécues avec les agents. Lorsqu'elles parlent par exemple du pouvoir discrétionnaire que les agents exercent à leur égard, elles en parlent comme étant l'expression d'un mépris évident :

Ai-je le droit de me faire servir correctement? Ils n'ont pas le droit de nous traiter comme des moins que rien, des imbéciles, des idiots. Quand on est sur l'aide sociale, on ne se fait pas comprendre, on ne se fait pas respecter, la dignité tu n'en as plus. [...] Eux autres [les agents d'aide sociale] font par exprès, ils parlent tellement fort [...] tout le monde connaît notre vie privée.

L'une des participantes va plus loin en adoptant un point de vue critique face à tous ces préjugés, toute cette oppression sociale. Elle déplore la honte vécue par les femmes dans leur situation de chefs de famille monoparentale sur l'Aide sociale. Elle a même pensé monter une vidéo pour faire comprendre à la société l'impuissance et la honte qu'elles vivent.

Il faut enlever les tabous. Tu sais il y a des femmes qui ont tellement honte... ce n'est pas qu'on ne réussit pas, on a des problèmes et on est poignées à vivre avec ça. On a honte de s'avouer vaincues, moi je vais montrer que c'est le contraire [avec un projet de vidéo]. Pas qu'on est fières d'être dans cette situation là, mais c'est la réalité et on veut le montrer.

La force de ces témoignages fait foi de leur impuissance face à l'institution de la sécurité du revenu. Compte tenu de l'engagement des chercheurs d'être à l'affût des possibilités de supporter des actions en cours de processus, les animatrices se sont entendues avec les participantes pour faire les démarches suivantes : rencontrer en leur nom à la fois la direction locale de la sécurité du revenu et deux responsables de groupe de défense pour personnes assistées sociales. De cette façon, il serait possible de partager avec des représentants de l'aide sociale la difficile expérience de ces parents tout en essayant de comprendre pourquoi les relations avec les agents d'aide sociale étaient si conflictuelles. Cet échange de savoir fut amorcé avec succès, les animatrices servant ici d'intermédiaires (ou médiatrices). Subséquemment, la direction locale de la sécurité du revenu a offert aux (agents d'aide sociale) de venir rencontrer le groupe. Les participantes ont refusé, ne croyant guère que cela allait changer quelque chose : « *si on se met à se lever à 2-3 et on dit à l'agent que ce n'est pas comme cela qu'on veut que ça fonctionne, si on se révolte. Qu'est-ce qu'ils vont faire?* » Elles ont préféré recevoir la visite d'une représentante d'un groupe de personnes assistées sociales, parce qu'elles

avaient le sentiment que cette personne serait plus à même de les comprendre et de les aider.

Quelque temps après, les animatrices du groupe ont fait paraître un article dans un des bulletins de la santé publique de Montréal. On y rapportait les témoignages des participantes ainsi que les réponses des interlocuteurs rencontrés. La publication de l'article suscita une réaction négative de la part de responsables de la sécurité du revenu. Plutôt que d'y voir un témoignage des souffrances vécues par les parents et un appel à l'aide, ils y ont perçu une attaque contre leur institution. Il semble que le savoir expérientiel des participantes, parce qu'il comportait un point de vue critique, n'ait malheureusement pas été entendu à ce stade-là de la démarche par l'institution concernée.

En analysant subséquemment cette séquence d'évènements, il nous apparaît possible d'imaginer une stratégie complémentaire. Face à ce cul-de-sac, l'équipe de recherche aurait pu se placer en position de médiation sociale et se mettre à l'écoute de la colère des acteurs de l'aide sociale tout en se faisant porte-parole de la réalité des parents, afin de tenter d'ouvrir un dialogue.

Pour leur part, les participants d'Hochelaga considèrent que le monde du travail a peu à leur offrir dans leur situation actuelle et, en ce sens, il vaut mieux pour eux demeurer chez soi à s'occuper des enfants. Qui plus est, l'un des participants voit une contradiction entre le fait de faire la promotion de l'attachement parent-enfant et les politiques de réinsertion sociale. Il témoigne qu'on l'a appelé lorsque son enfant avait six mois afin d'aller travailler. Il se devait alors de confier ce dernier à une garderie cinq jours semaine. Il a répondu que c'est lui qui allait apprendre à parler à son fils. Que c'était important pour développer son lien d'attachement. Il affirme : « *On est bien plus en mesure de s'occuper de nos enfants que les gens qui travaillent. Ça ne prend pas de l'argent pour apprendre des choses aux enfants. On ne les envoie pas dans une garderie d'un bord pis de l'autre, du matin au soir.* ». Soulignons ici la façon dont les parents utilisent le savoir expert pour construire leur critique des pratiques des parents de milieux plus aisés. Ce détournement de savoir témoigne de l'acuité de leur lecture sur le social. Ils savent ce que l'on dit d'eux, ce que l'on attend d'eux, et se servent des mêmes arguments scientifiques pour critiquer la pratique parentale de ceux qui occupent une plus grande place dans la société.

Ancrés de leur conviction sur leur rôle social, les parents de Hochelaga nous donnèrent l'impression d'être plus « habitués » au mode de fonctionnement des agents de l'aide sociale que les parents de St-Michel. Et ceux qui déclarent avoir eu des problèmes ont utilisé la filière « politique » afin

de régler les difficultés rencontrées. Toutefois, si le groupe d'Hochelaga semble se débrouiller avec la bureaucratie institutionnelle, les parents témoignent que le statut d'assisté social demeure stigmatisant dans d'autres situations de la vie quotidienne. C'est tout particulièrement le cas lorsqu'ils s'adressent à d'autres institutions, comme l'école, l'hôpital, la banque, le dentiste, le pharmacien. Ce qui semble commun aux deux groupes, ce sont donc les préjugés, le mépris ressenti et l'humiliation d'être des assistés sociaux.

Une rencontre des savoirs?

Un espace propice à la réflexivité

Notre démarche de recherche/intervention a d'abord permis l'émergence d'un croisement des savoirs expérientiels entre les membres du groupe. L'accès à certains de ces savoirs aurait été impossible sans ce contexte particulier. La durée de la démarche a facilité le croisement et même la confrontation des savoirs expérientiels individuels qui, au fil des rencontres, évoluent en un savoir plus partagé, plus collectif, distinct des positions initiales, ce qui est un avantage reconnu de l'intervention sociale dans un groupe restreint (Turcotte & Lindsay, 2008). Dans le groupe d'Hochelaga par exemple, les participants hommes et femmes ont modifié leur point de vue quant à la capacité parentale de l'autre sexe. Or cette remise en question mutuelle s'est produite vers la fin de la démarche :

Les mères ont réellement reconnu la discrimination dont les pères sont victimes et les injustices que cela entraîne (...), « *c'est beaucoup plus facile au niveau de la loi de prouver qu'un père est mauvais comparativement à une mère. Une mère doit abandonner ses enfants pour qu'un juge accorde la garde aux pères* ». Le groupe s'est rendu compte, qu'ils soient pères ou mères, ils voulaient tous le bien de leurs enfants, et que si les femmes avaient des choses négatives à dire sur le père de leur enfant, les hommes en avaient autant à dire sur la mère de leur enfant. Cette rencontre nous a marqués surtout par le fait que, à partir de leurs différences, ils se sont construit une pensée commune et que la cohésion était forte. Les témoignages des uns et des autres dans les rencontres précédentes, en rapport avec leur vécu de pères et de mères monoparentaux, appelaient au respect mutuel et favorisaient l'ouverture et l'appropriation de la perspective de l'autre (Laurin et al. 2008, p.17).

Pour en arriver là, il a fallu que s'installe un état de confiance, un contexte de partage et de solidarité, au dire même des participants, ainsi que du temps. On peut parler d'une démarche de réflexivité collective qui ébranla les

prémises propres à chaque partie en présence, ce que Baron appelle en citant Heron et Reason, la « subjectivité critique » (2007, p. 139).

La rencontre des savoirs a également porté sur le croisement de leurs savoirs parentaux avec les savoirs des experts sur les parents dits à risque. Nous venons de souligner que le savoir expert est parfois récupéré adroitement par les parents afin de construire leur critique de certaines pratiques éducatives. Ce savoir expert est souvent transmis par les intervenantes que les familles rencontrent. Il leur a été également présenté formellement dans certaines rencontres de notre processus de recherche, afin d'avoir le point de vue des parents sur ce que les experts disent à leur sujet.

Or, même si au départ, entre autres dans le groupe d'Hochelaga, les parents rejetaient assez radicalement l'intervention qui leur était présentée, ils sont arrivés au fil des interactions à nommer des besoins d'aide au plan social et personnel. Ces parents sont disposés à recevoir de l'aide, mais à condition que l'on respecte ce qu'ils sont et ce qu'ils font. Ils veulent être informés, documentés, pouvoir se positionner et apprendre ainsi de nouvelles choses. Par exemple, à St-Michel, les participantes demandent « qu'on les informe, qu'on leur fournisse les outils ou la documentation nécessaire pour trouver des solutions à certaines situations » (Laurin et al. 2008, p.25).

En fait, en étant présents avec les parents dans une telle démarche de recherche, on saisit bien que ces parents savent qu'ils ont et auront parfois des difficultés avec leurs enfants, et que certaines de ces difficultés peuvent nuire à leur progéniture. Sans que cela soit toujours la solution idéale, le savoir des parents en milieu de pauvreté est souvent porteur de mille et un gestes de débrouillardise pour faire face aux aléas de la vie. Quelques-uns ont même mis en place des dispositifs maison pour suppléer à certaines situations où ils se jugent moins aptes à bien s'occuper de leurs enfants, comme dans l'exemple d'une mère qui vit des épisodes dépressifs à répétition.

Il semble que notre recherche participative a créé dans chaque groupe un espace de dialogue et de réflexion, traversé par de nouvelles informations et interactions, qui a déstabilisé les positionnements et les convictions de plusieurs des participants. Cela les a amenés à mieux se définir face au modèle dominant. Le groupe a donc été un lieu où il a été possible de travailler, de manière itérative, à un croisement entre leur savoir commun, nommé et construit au fil de la démarche, et les savoirs scientifiques et de pratiques professionnelles (Gaventa & Cornwall, 2007). En ce sens, notre perspective de recherche qualitative a atteint l'objectif de permettre à ces parents de mieux se définir et saisir ce qui les lie à la société.

Savoir sans pouvoir agir

Si les démarches ont permis des avancées en ce qui a trait à la rencontre des savoirs et des expériences à l'intérieur des groupes, il en va différemment lorsque l'on se tourne vers l'extérieur. Nous avons transmis la parole des parents dans divers contextes, pendant et après les démarches de groupe. Idéalement, nous aurions préféré que ce soit les parents eux-mêmes qui portent leur parole, mais comme nous l'avons décrit dans l'exemple de l'aide sociale, les parents sont demeurés méfiants face à l'idée d'agir eux-mêmes en tant que porteurs de leur parole et de leurs revendications. Divers canaux de transmission furent utilisés : présentations aux intervenants-terrain des deux quartiers, à l'équipe enfance-famille de la santé publique, dans plusieurs colloques, et par le biais de diverses publications visant des publics très différents. Parfois, lorsque l'on a présenté nos résultats de recherche, nous avons ressenti un malaise dans l'auditoire. Nous dérangions certaines personnes, tant par notre contenu, et notre méthodologie participative et qualitative qui rendaient nos résultats encore plus suspects aux yeux de certains.

Au niveau des retombées, nous avons rapidement perçu que le savoir d'expérience des parents ne pesait guère face aux dispositifs déjà en place, qui reposent sur des données se rapportant à des groupes à risque plutôt qu'à des groupes de parents ancrés dans un environnement et une culture locale uniques. En fait, les décideurs ne souhaitent pas s'engager dans une avenue qui approfondirait une piste collective et partenariale de prise en compte de la réalité locale des groupes de parents, de leurs perceptions des relations plus constructives avec les intervenants, et des besoins collectifs identifiés par les familles. Dans le cas des SIPPE, des décideurs pensaient que le problème se situait ailleurs, dans le fait que le programme était mal présenté aux familles, et que les familles une fois bien informées changeraient leur point de vue sur le programme. De leur côté, ceux qui œuvrent quotidiennement afin de défendre les droits des familles, espéraient que la recherche ait plus d'impact auprès des institutions concernées, entre autres parce qu'il y avait des chercheurs de la santé publique en son sein.

Dans ce contexte, nous sommes en mesure de mieux cerner les limites de cette recherche participative. Nous n'avons pas atteint notre second objectif initial en regard de la participation sociale. Il y a bien eu un début d'action, en particulier à Saint-Michel, avec l'appui des animatrices, afin de mieux comprendre ce qui se passe à l'aide sociale. Cette action a permis au groupe de se dégager un peu de l'impuissance qu'il ressent face à cette institution, en prenant conscience que les parents ne sont pas que des victimes stigmatisées

(Ion, 2006). Pour le reste, les actions se sont limitées essentiellement à des démarches de groupe, puisqu'il n'y a eu que des amorces d'action dans le milieu, ce qui restreint la perspective de gain réel au plan de l'*empowerment* (Breton, 2002).

Comment expliquer une telle situation? Soulignons premièrement que les parents rejoints ne croyaient guère à la possibilité de faire changer les choses. C'est le discours dominant du groupe d'Hochelaga, un discours qui rejoint le groupe de St-Michel quand est venu le temps d'aller plus loin face à la sécurité du revenu. En cela, ils ne diffèrent guère de ce que l'on observe ailleurs dans le monde chez d'autres parents vivant en milieu de pauvreté (Baker Collins, 2005, p. 27). À la fin de la démarche, ils n'ont pas plus manifesté d'intérêts et de disponibilités pour s'impliquer un peu plus dans leur quartier. Mais ne concluons pas trop vite. Il se peut que nous n'ayons pas créé un cadre cohérent avec leur réalité culturelle, c'est-à-dire un contexte d'action qui les aurait rendus plus enclins à un type de participation dans leur milieu dans lequel ils se sentiraient reconnus et compétents.

Deuxièmement, nous n'avons pas été en mesure d'avoir un impact important auprès de la communauté. Pourtant, nous avons au départ mis en place avec les comités locaux des dispositifs à cette fin. Toutefois, les agendas locaux, les priorités et les mandats de chacun, et nos propres limites en termes de temps pour mobiliser la communauté locale jouèrent en défaveur de cette passation des démarches vers les communautés respectives. Enfin, troisièmement, stimuler la participation sociale et l'action citoyenne exige beaucoup de temps et d'énergie, qui ont fait défaut à notre démarche. Dix semaines, c'est loin d'être suffisant, et le danger dès lors, c'est de créer des attentes, voire des illusions, auprès de parents qui se sont sentis pour une rare fois, de leurs propres dires, écoutés pour ce qu'ils sont.

Notre méthodologie comporte également ses limites : deux démarches de groupes nous autorisent à transmettre la parole de ces parents de façon assez riche pour qu'elle puisse inspirer l'intervention, sachant que de telles données ne peuvent être généralisables. Par contre, la complexité du processus de groupe que nous avons voulu entreprendre requiert le mûrissement d'une expérience de recherche et d'intervention qui reste à consolider. De même que l'implication de ressources dans le milieu qui sont garantes de la poursuite du cheminement, une fois que l'équipe de recherche s'est retirée.

Conclusion

Compte tenu du fait que notre étude n'a pas permis d'accéder à l'émancipation recherchée pour ces parents pauvres, il nous semble important pour conclure de placer le politique au cœur des enjeux. En interrogeant ceux et celles qui

doivent composer quotidiennement avec des conditions d'existence difficiles, en leur donnant pour un temps du moins la parole, c'est toute la question de la prise de décisions dans nos sociétés, donc du sens de la démocratie, qui fait surface. Les parents d'Hochelaga l'ont bien compris quand ils nous disent, avec leur propre analyse politique, que ces programmes ce sont les maux et les mots des riches « *qu'ils veulent rendre tout le monde pareil* ». Nous avons pris conscience que, derrière de supposés consensus autour de ces dispositifs, se camouflent des rapports sociaux qui émergent dès que l'on interroge la posture de certains acteurs. Comme le dit McAll, « la pauvreté n'est pas une condition en soi, mais un ensemble de rapports qui sous-tendent l'appauvrissement des gens et les maintiennent dans cette condition » (2008, p.117).

En ce sens, les limites de tels dispositifs sont de plusieurs ordres : difficultés à prendre en compte les différences de classe et de culture; sentiment chez les parents que leur point de vue n'est guère pris en considération; peu d'espace pour expérimenter de nouvelles formes de parentalité (Chevalérias, 2007). Il est donc souvent difficile, voire impossible, pour des personnes pauvres et désaffiliées d'avoir accès à des espaces de participation ouverts qui ont le potentiel d'influencer le pouvoir, lequel est souvent non perçu ou inaccessible à leurs yeux (Bennett & Roberts, 2004).

Une démarche de recherche comme la nôtre peut rendre ces lieux de décision plus visibles, permettant de questionner l'exercice du pouvoir sur la place publique. Car trop souvent quand les chercheurs parlent de parents comme ceux que nous avons rencontrés, ils vont rarement les voir. Une telle démarche permet donc, malgré ses limites, à ces parents comme à d'autres oubliés de « nos démocraties », de cesser « d'être purs objets de discours (...) pour devenir des acteurs élaborant eux-mêmes des discours et des savoirs sur la norme sociale » (Benasayag & Del Rey, 2007, p. 202).

Bien que notre étude ne soit pas arrivée à ses fins au plan des retombées, du moins pas directement, en termes entre autres d'une plus grande implication citoyenne découlant des démarches de groupe, elle a ouvert des avenues. Pensons entre autres au fait qu'en échangeant avec d'autres dans un cadre où ils partagent le pouvoir avec l'animation, ces parents ont pris conscience qu'ils ont une voix face aux visées des politiques et des programmes en place, et qu'ils sont en mesure d'explorer des solutions qui répondent à leurs besoins (Baker Collins, 2005, p. 26).

Puis, au fil du temps, nous avons mieux pris la mesure de certains impacts plus constructifs de notre étude. Dans les mois, voire même l'année qui a suivi la démarche, nous avons été en contact avec les participants pour leur transmettre des publications que nous avons faites, ou alors pour les inviter à

des événements où les résultats étaient présentés et discutés. Lors de ces échanges, nous avons pu constater à quel point cette expérience de groupe avait été marquante pour eux. Plusieurs, à leur façon, sont restés actifs comme citoyens dans le quartier, par le biais d'organismes communautaires ou comme participants dans d'autres projets de recherche où leur savoir expérientiel était recherché.

Nous avons également rencontré des intervenants de divers milieux, concernés ou non directement par les SIPPE, qui ont été beaucoup plus réceptifs à nos résultats. Nous avons ainsi compris que dans ce genre de recherche le chercheur est dans une position qui l'amène à devoir prendre parti. C'est peut-être le prix à payer pour permettre à la parole de s'exprimer, et de nous permettre comme société de faire un pas vers des politiques et des programmes plus justes et équitables. Il reste à espérer que des passerelles plus nombreuses pourront être lancées vers la communauté, afin que l'intervention quitte sa logique clientéliste et individualiste, et soit retravaillée dans une perspective citoyenne et territoriale. C'est en allant dans cette direction que le savoir de ces parents peut atteindre des canaux plus politiques.

Notes

¹ Il s'agit d'un programme national de santé publique déployée dans tous les territoires de CSSS du Québec

² Nous étions une équipe de six chercheurs, trois chercheurs institutionnels travaillant pour la Santé publique, et trois chercheurs universitaires. Nos intérêts envers cette démarche différaient selon nos expériences et nos affiliations respectives, mais on peut dire que ce qui nous réunissait, c'était que nous partagions des préoccupations communes à l'égard de la pauvreté et l'exclusion sociale et que nous étions intéressés à mener des projets de recherche qui favorisent une plus grande participation des personnes et des communautés qui sont concernées par les questions sur lesquelles on travaille en tant que chercheurs.

Références

- Ampleman, G., Doré, G., Larose, L., Leboeuf, L., & D. Ventelou (1983). *Pratiques de conscientisation : Expériences d'éducation populaire au Québec*. Montréal : Nouvelle Optique.
- Anadón, M. (2006). La recherche dite « qualitative » : de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents. *Recherches qualitatives*, 26(6), 5-31.

- Anadón, M., & Couture, C. (2007). La Recherche participative, une préoccupation toujours vivace. Dans M. Anadón (Éd.), *La recherche participative* (pp. 3-7). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Anadón, M., & Savoie-Zajc, L. (2007). La recherche-action dans certains pays anglo-saxons et latino-américains : une forme de recherche participative. Dans M. Anadón (Éd.), *La recherche participative* (pp. 11-30). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Baker Collins, S. (2005). An understanding of poverty from those who are poor. *Action Research*, 3(1), 9-31.
- Baron, C. (2007). Quand la recherche participative interroge la formation. Dans M. Anadón (Éd.), *La recherche participative* (pp. 125-157). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Bennett, F., & Roberts, M. (2004). *From input to influence. Participatory approaches to research an inquiry into poverty*. York : Joseph Rowntree Foundation.
- Benasayag, M., & Del Rey, A. (2007). *Éloge du conflit*. Paris : La Découverte.
- Breton, M. (2002). Empowerment practice in Canada and the United States : Restoring policy issues at the center of social work. *The Social Policy Journal*, 1(1), 19-34.
- Champagne, M. (2007). La pratique de recherche-action. Dans H. Dorvil (Éd.), *Problèmes sociaux. Tome IV* (pp. 463-490). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Charmillot, M., & C. Dayer (2006). Démarche compréhensive et méthodes qualitatives : clarifications épistémologiques. *Recherches Qualitatives, Hors Série*, 3, 126-139.
- Chevalerias, M.-P. (2007). Le discours organisateur de la périnatalité dans la France d'aujourd'hui. *Epistemo-somática*, 4(1), 32-40.
- Colin, C., Ouellet, F., Boyer, G., & Martin, C. (1992). *Extrême pauvreté, maternité et santé*. Montréal : Éditions St-Martin.
- De Gaulejac, V. (2007). La construction du sujet au croisement des approches sociologiques et psychanalytiques. Dans L. Mercier, & J. Rhéaume (Éds.), *Récits de vie et sociologie clinique* (pp. 39-59). Québec : Presses de l'Université Laval.
- Donzelot, J., & Mével, C. (2002). La démocratisation du social. *Lien social et politiques*, 48, 81-94.

- Gaventa, J., & Cornwall, A. (2007). Power and knowledge. Dans P. Reason, & H. Bradbury (Éds), *Handbook of Action Research : Participative Inquiry and Practice* (2^e éd.) (pp. 71-82). London : Sage.
- Groupe de recherche Quart Monde-Université (1999). *Le croisement des savoirs : quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble*. Paris : Éditions de l'Atelier & Quart Monde.
- Hall, B. (1981). Participatory research, popular knowledge and power : a personal reflection. *Convergence*, 14(3), 6-19.
- Ion, J. (2006). La dignité, nouvel enjeu de mobilisation. *Sciences Humaines*, 172, 41-43.
- Khanlou, N., & Peter, E. (2005). Participatory action research : considerations for ethical review. *Social Science and Medecin*, 60, 2333-2340.
- Laurin, I., René, J.-F., Dallaire, N., & Ouellet, F. (2007). Mères et pères en contexte de vulnérabilité. Une démarche de recherche participative visant à favoriser une prise de parole en tant que parents et citoyens. Dans H. Dorvil (Éd.), *Problèmes sociaux. Tome IV* (pp. 491-520). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Laurin, I., René, J.-F., Dallaire, N., Ouellet, F., Devault, A., & Turcotte, G. (2008, Mai). *Qu'en pensons-nous? Des groupes de parents s'expriment*. Montréal : Direction de santé publique de Montréal.
- Legros, J., & Drolet, N. (2001). L'écho d'un silence. *Le monde alphabétique*, 13, 8-13. Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), <http://catalogue.cdeacf.ca/Record.htm?Record=19145682280919638640&idlist=2>
- McAll, C. (2008). Trajectoire de vie, rapports sociaux et production de la pauvreté. Dans V. Châtel, & S. Roy (Éds), *Penser la vulnérabilité. Visages de la fragilisation du social* (pp. 93-123). Québec : Presses de l'Université Laval.
- Mezirow, J. (2001). *Penser son expérience*. Lyon : Chroniques sociales.
- Poirier, J. (2005). *Des familles qui agissent ensemble pour ensoleiller l'avenir de leurs enfants : l'exemple des actions collectives sur le terrain des relations entre les familles et le monde de l'écrit*. Longueuil : Fédération québécoise des organismes communautaires Famille, <http://catalogue.cdeacf.ca/Record.htm?Record=19142388280919605600&idlist=1>
- Reason, P. (1994). Three approaches to participatory action research for community health promotion. *Public Health nursing*, 12(4), 256-261.

Titterton, M., & Smart, H. (2006). Can participatory research be a route to empowerment? A case study of a disadvantaged Scottish community. *Community Development Journal*, 43(1), 52-64.

Turcotte, D., & Lindsay, J. (2008). *L'intervention sociale auprès des groupes*. Montréal : Gaëtan Morin.

Jean-François René est professeur à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal. Docteur en sociologie, diplômé en travail social, il se préoccupe depuis plusieurs années des questions touchant à la pauvreté et à l'exclusion des jeunes et des familles. Ses travaux récents portent sur les pratiques et les méthodologies de recherches qui facilitent l'affiliation et la participation citoyenne.

Isabelle Laurin est docteure en psychologie, diplômée de l'Université de Montréal. Elle est chercheuse à la Direction de santé publique de Montréal. Ses recherches portent principalement sur les familles et l'organisation des services en contexte de pauvreté. Elle privilégie la recherche-action qui favorise un réel dialogue entre les chercheurs, les intervenants et les familles.

Nicole Dallaire est professeure au Département de service social de l'Université de Sherbrooke. Docteure en sciences humaines appliquées, elle est aussi diplômée en travail social. Ses champs d'intérêts sont le développement des communautés, les pratiques promotionnelles et préventives, l'intervention de groupe et les innovations pédagogiques.